

Résolution du Congrès BRIVE 2010

Le 8ème congrès du SNUipp se déroule dans un contexte particulier. La crise sert d'alibi aux gouvernements pour mettre en place des mesures d'austérité qui pénalisent d'abord les plus pauvres.

Il y a urgence sociale. Les attaques gouvernementales sur l'éducation comme sur les retraites, mais aussi plus largement la politique d'austérité qui se profile ne sont pas dissociables.

Notre objectif syndical est l'émancipation des salariés et leur capacité à se projeter dans l'avenir pour mieux vivre grâce à une juste répartition des richesses produites assurant l'existence d'une protection sociale de qualité et de services publics répondant aux besoins de la population.

Les politiques libérales en œuvre en France depuis trois ans ont porté des attaques aux services publics, aux solidarités, à la justice sociale, aux droits et aux libertés (lois sécuritaires, fichages,...). Elles développent inégalités et précarité alors que dans le même temps les hauts revenus bénéficient de mesures favorables. L'indispensable investissement au service de tous est présenté comme une dépense excessive. Le gouvernement fait du non remplacement d'un fonctionnaire sur le fondement de sa politique. La mise en place de la RGPP, la réduction massive de l'emploi public et le recours aux emplois précaires ont des conséquences sur la qualité du service public et sur la situation des personnels. La réforme de retraites aggrave les conséquences des mesures de 2003, réduit le montant des pensions, constitue un recul sans précédent, favorise la capitalisation et fragilise le système par répartition. Le gouvernement fait le choix de diminuer les coûts (emplois, salaires, pensions, ...) en réduisant les missions assignées aux services publics notamment d'éducation. Pour les fonctionnaires, cette réponse conduit à une baisse à terme de près de 3 %.

Les réformes Darcos qui tournent le dos à la réussite de tous se poursuivent. Au mépris de l'engagement professionnel des enseignants des écoles, à l'autoritarisme et à la remise en cause du paritarisme, s'ajoute la perspective de réductions budgétaires massives et la remise en cause de la laïcité. Dans le même temps, la responsabilité de l'échec est renvoyée aux élèves, aux familles et aux enseignants.

Notre combat syndical s'inscrit dans la durée avec la volonté de préserver les droits sociaux, d'en conquérir de nouveaux, d'imposer une autre répartition des richesses. Nous avons besoin pour cela de construire un mouvement large, unitaire et interprofessionnel.

Plus que jamais les élèves, leurs parents et les enseignants, ont besoin d'un autre projet pour l'école

L'école a un rôle essentiel dans la construction des apprentissages et des individus dans la société. Le SNUipp réaffirme la nécessité d'une culture commune en opposition au socle commun. Pour garantir le droit à l'Education et répondre aux exigences de la

jeunesse, il y a urgence à répondre aux besoins de formation et d'élévation des qualifications nécessaires, aux besoins d'ouverture et d'éducation culturelle, de développement de l'esprit critique... La lutte contre l'échec scolaire nécessite un investissement d'ampleur. Plus que jamais il s'agit de porter notre projet de transformation de l'école qui vise véritablement la réussite de tous les élèves contrairement aux réformes Darcos. Tant sur le plan qualitatif que quantitatif, il y a maintenant nécessité d'engager d'autres formes de travail dans les écoles et les collèges : temps de concertation reconnu, réflexion sur les contenus d'enseignement, maintien et développement de la formation initiale et continue en lien avec la recherche pédagogique, plus de maîtres que de classes, prévention et remédiation des difficultés scolaires dès la maternelle, prise en compte de l'augmentation de la charge de travail...

La représentativité du SNUipp dans les écoles maternelles et élémentaires lui donne une responsabilité essentielle dans la défense et le développement du service public laïque et gratuit d'éducation

- Il y a nécessité de donner la priorité à la réussite de tous en améliorant les conditions de scolarisation des élèves et de travail des enseignants ce qui passe par la baisse des effectifs dans les classes, le développement de la mixité sociale, l'amélioration des remplacements, donc la création de postes.
- Le rôle prépondérant et la spécificité de l'école maternelle pour les enfants de 2 à 6 ans doivent être rappelés ; des mesures d'urgence pour les élèves fragilisés par leurs conditions de vie (Education prioritaire, difficultés scolaires...), pour la défense et le développement des Rased, pour la scolarisation des enfants en situation de handicap doivent être prises.
- Dès cette rentrée, le SNUipp construira les actions et les mobilisations nécessaires pour rétablir une véritable formation initiale des nouveaux recrutés et obtenir l'abandon de la réforme actuelle de la formation des enseignants. est nécessaire. Le SNUipp appelle les conseils des maîtres à condamner le tutorat et le compagnonnage comme conception de la formation des enseignants. Il appelle à la mise en place d'une véritable formation professionnelle à l'IUFM.
- Le réemploi des EVS avec un réel accompagnement (formation qualifiante), la reconnaissance des droits, l'amélioration salariale et la définition d'emplois statutaires dans les écoles avec plan de recrutement sont urgents pour en finir avec la précarité.
- Le chantier de la direction et du fonctionnement de l'école, nécessite l'ouverture de vraies négociations prenant en compte les revendications des personnels exprimées dans toutes les consultations : temps de décharge et de concertation, maîtres supplémentaires... En tout état de cause sont à l'opposé de nos demandes.
- L'engagement d'une campagne contre les inégalités de carrière et pour la défense et l'amélioration de la situation de tous les personnels **dans la défense et la promotion des droits et libertés**
- Les arrestations de familles sans papiers et les reconduites à la frontière doivent cesser. Le SNUipp, dans le RESF, poursuivra son action pour qu'il ne manque aucun élève dans les classes à la rentrée. Le SNUipp rappelle son attachement au rétablissement du poste de défenseur des enfants.
- Les menaces qui pèsent sur l'exercice des droits syndicaux, notamment par la mise en place d'un service minimum sont inacceptables. Le SNUipp s'opposera à toute remise en cause du droit de grève, décide d'une semaine d'action avec mise

en place de RIS et demande la levée des sanctions exercées à l'égard des collègues.

- Il prendra contact avec les autres organisations syndicales afin d'engager une action pour obtenir l'abrogation du SMA.

Pour s'opposer et lutter tous ensemble dès la rentrée,

Le SNUipp, avec la FSU, s'engage à rassembler la profession le plus largement possible en réunissant les personnels. Pour construire les mobilisations qui s'imposent, il cherchera l'unité syndicale nécessaire, à tous les niveaux (école, éducation, Fonction publique, interprofessionnel) comme avec les associations et collectifs auxquels nous participons. Pour atteindre ces objectifs, le SNUipp considère que la bataille de l'opinion est décisive.

Pour l'école, en proposant aux personnels et aux autres organisations, le SNUipp construira avec la FSU une rentrée avec un plan d'actions sur la durée débutant dès la rentrée:

- dès le premier jour : réunion avec les parents, AG qui débattent des suites de l'action, campagne d'affichage, écoles ouvertes ...
- grève la plus unitaire possible dans les premiers jours de la rentrée
- manifestation nationale en faveur de l'école
- États Généraux pour l'école
- Votation citoyenne sur le non remplacement d'un enseignant sur deux partant en retraite

Ces initiatives pour le Service Public d'Éducation s'inscrivent dans un cadre plus large pour l'emploi, les salaires et les retraites.

Le congrès du SNUipp appelle à poursuivre en juin et dès la rentrée une campagne d'explication et d'action pour obtenir que le gouvernement retire son projet de réforme des retraites et ouvre de véritables négociations :

- en assurant le succès de la journée interprofessionnelle de grève et de manifestations du 24 juin sur les retraites, l'emploi, les services publics.
- en menant une campagne d'explication sur les conséquences des mesures sur les retraites et la nécessité de dégager d'autres financements
- en poursuivant pendant les congés et en septembre pendant le débat parlementaire une participation massive des enseignants des écoles aux actions interprofessionnelles engagées.

Il propose, avec la FSU, une journée de grève interprofessionnelle dès l'ouverture du débat parlementaire qui s'inscrit dans un mouvement de mobilisation générale construit dans la durée.

ALORS, MAINTENANT, DANS L'UNITE, AGIR SANS ATTENDRE!